

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/M/16

5 décembre 1997

(97-5342)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
du 17 au 21 novembre 1997

Présidente: Mme l'Ambassadeur Carmen Luz Guarda (Chili)

Sommaire

- A. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales
- B. Renseignements sur les faits nouveaux intéressants survenus à l'OMC
- C. Notifications au titre de dispositions de l'Accord
- D. Mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9
- E. Coopération technique
- F. Travaux sur les questions en rapport avec la protection des indications géographiques:
 - i) Examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques conformément à l'article 24:2
 - ii) Mise en oeuvre de l'article 23:4
- G. Examen des législations:
 - i) Suite donnée aux parties de l'examen déjà effectuées
 - ii) Examen des législations relatives aux moyens de faire respecter les droits
 - iii) Examens futurs
- H. Projet de rapport annuel

A. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales

1. La Présidente a indiqué que, outre les cinq demandes de statut d'observateur déjà présentées par des organisations intergouvernementales, à savoir l'AELE, l'OEA, l'OIV, le SELA et le SIECA, le Conseil avait reçu une demande de la part du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe,

et une de l'Organisation de la Conférence islamique. Compte tenu des consultations informelles qu'elle avait tenues à ce sujet, elle a suggéré que le Conseil revienne sur cette question à sa prochaine réunion.

2. Le Conseil en est ainsi convenu.

B. Renseignements sur les faits nouveaux intéressants survenus à l'OMC

3. La Présidente a informé le Conseil que, dans une communication en date du 15 octobre 1997 (WT/DS50/6), l'Inde avait notifié sa décision de faire appel, devant l'Organe d'appel, de certaines constatations et conclusions du Groupe spécial saisi de la question "Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture" (WT/DS50/R).

4. Elle a ajouté que, lors de sa réunion du 16 octobre 1997, l'Organe de règlement des différends était convenu d'établir un groupe spécial pour examiner la plainte des Communautés européennes et de leurs Etats membres concernant la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture en Inde. La demande d'établissement du groupe spécial figurait dans le document WT/DS/79/2. Les Etats-Unis avaient réservé leurs droits en tant que tierce partie au différend.

5. Enfin, les Communautés européennes et leurs Etats membres, ainsi que le Japon, avaient informé l'Organe de règlement des différends, dans une communication datée du 7 novembre 1997, qu'ils étaient parvenus à une solution mutuellement satisfaisante de la question soulevée par les Communautés européennes et leurs Etats membres concernant la protection au Japon des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs d'enregistrements sonores conformément à l'Accord sur les ADPIC (IP/D/4/Add.1).

6. Le Conseil a pris note de cette information.

C. Notifications au titre de dispositions de l'Accord

i) Notifications au titre de l'article 63:2

7. La Présidente a indiqué que le Secrétariat avait reçu de nouvelles notifications de législations au titre de l'article 63:2, adressées par la Grèce, l'Islande et la Suisse. Ces notifications, qui complétaient les notifications de législations que ces Membres avaient déjà présentées, seraient distribuées sous la cote IP/N/1/- dans les meilleurs délais.

8. S'agissant des notifications liées spécifiquement aux articles 3, 4 et 5, la Présidente a précisé que, outre la notification de Hong Kong, Chine dont elle avait rendu compte à la dernière réunion, le Secrétariat avait reçu une notification de l'Egypte (IP/N/1/EGY/2).

ii) Notifications au titre de l'article 4 d)

9. La Présidente a fait savoir que le Secrétariat avait reçu des notifications révisées du Danemark et de l'Allemagne qui retiraient les notifications concernant certains accords multilatéraux qu'ils avaient précédemment présentées au titre de l'article 4 d) (documents IP/N/4/DNK/1/Rev.3 et IP/N/4/DEU/3, respectivement). En outre, la France avait supprimé de sa notification antérieure deux traités bilatéraux qui n'étaient plus en vigueur (IP/N/4/FRA/1/Corr.1).

10. Le représentant des Etats-Unis a remercié les délégations du Danemark, de l'Allemagne et de la France de leurs notifications. Il a rappelé au Conseil ses préoccupations concernant ce qui semblait être des notifications générales de certains Membres, qui énuméraient tous les accords relatifs à la

propriété intellectuelle auxquels ces Membres étaient parties, et il a encouragé ces derniers à réviser leurs notifications de façon à déterminer les dispositions spécifiques pour lesquelles ils demandaient une exemption au titre de l'article 4 d).

iii) Notifications au titre de l'article 69

11. La Présidente a dit que le Secrétariat n'avait reçu aucune nouvelle notification au titre de l'article 69 et que les Membres qui avaient présenté ce type de notifications étaient toujours au nombre de 81.

iv) Autres communications concernant la mise en oeuvre

12. La Présidente a indiqué que le Brésil avait fait parvenir une communication pour signaler qu'il exerçait le droit qu'il avait, au titre de l'article 65:2 de l'Accord, de différer l'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC autres que les dispositions des articles 3, 4 et 5 (IP/C/11).

13. Le Conseil a pris note des déclarations faites sous ce point de l'ordre du jour.

D. Mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9

14. La Présidente a fait savoir que le Secrétariat n'avait reçu aucune nouvelle notification concernant la mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9.

15. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que, étant donné que les obligations prévues à l'article 70:8 et 9 étaient applicables depuis le 1er janvier 1995, il était temps que le Conseil dresse un tableau complet de la situation en ce qui concerne la mise en oeuvre par les Membres de ces dispositions. Il a donc réitéré la suggestion qu'il avait faite à la réunion du Conseil en septembre 1997, à savoir que le Conseil examine les mesures de mise en oeuvre prises par les Membres au titre de l'article 70:8 et 9 et que les Membres notifient ces mesures au début de 1998. Selon sa délégation, cette procédure de notification et d'examen systématiques était préférable, tant pour les pays qui devaient présenter des notifications que pour ceux qui souhaitaient avoir une idée plus précise de la situation, à une approche selon laquelle certains pays étaient choisis par d'autres Membres ayant un intérêt particulier et invités à traiter la question à un niveau bilatéral ou dans le cadre des discussions du Conseil.

16. Le représentant du Maroc a dit que, bien qu'il n'ait pas encore reçu d'instructions concernant la proposition faite par les Communautés européennes, il estimait de prime abord qu'il n'était pas nécessaire d'établir une procédure de notification et d'examen spéciale. Les Membres pouvaient, bien sûr, poser des questions et demander des renseignements, soit au Conseil, soit sur une base bilatérale.

17. Le représentant des Etats-Unis a exprimé son appui en faveur de la proposition faite par les Communautés européennes. Comme il l'avait signalé lors de la réunion précédente du Conseil, sa délégation avait l'intention de poser quelques questions à certains Membres dans un cadre bilatéral, compte tenu de son intérêt particulier pour la situation de ces Membres, mais cette démarche ne devait pas exclure un examen systématique plus large au sein du Conseil.

18. Le représentant de l'Egypte considérait qu'un examen, tel qu'il était proposé par les Communautés européennes, irait au-delà des prescriptions de l'Accord qui contenait des dispositions sur les notifications, mais pas sur les examens. Sa délégation reconnaissait que des notifications étaient requises et que les questions de mise en oeuvre pouvaient être traitées au sein du Conseil, mais il se demandait s'il y avait lieu de procéder à un examen systématique. Il consulterait cependant de nouveau ses autorités à ce sujet.

19. Le représentant du Japon a déclaré que chaque Membre était tenu de mettre en oeuvre les dispositions de l'article 70:8 et 9 et, tout en appelant l'attention sur les intérêts en jeu, en particulier ceux des déposants d'une demande de brevet, qui étaient les bénéficiaires de ces dispositions, il a appuyé l'idée selon laquelle la mise en oeuvre par les Membres de ces dispositions importantes devrait être examinée par le Conseil dès 1998.

20. Répondant aux commentaires faits par le représentant de l'Egypte, le représentant des Etats-Unis a dit que, étant donné que l'article 68 disposait que le Conseil devait suivre le fonctionnement de l'Accord et, en particulier, contrôler si les Membres s'acquittaient des obligations qui en résultaient, un examen de la mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9 serait approprié en vertu de cet article.

21. Le représentant des Communautés européennes a estimé lui aussi que le texte de l'Accord prévoyait un examen des législations de mise en oeuvre, ce qui comprenait les moyens de mettre en oeuvre les obligations découlant de l'article 70:8 et 9.

22. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de reprendre cette question à sa prochaine réunion.

E. Coopération technique

23. La Présidente a fait savoir que, depuis la réunion du Conseil tenue en septembre, l'Italie avait notifié ses points de contact pour la coopération technique dans le domaine des ADPIC (IP/N/7/Rev.1/Add.3).

24. La Présidente a indiqué par ailleurs que, depuis la réunion du Conseil de septembre, la France, le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni avaient fait parvenir des notifications contenant des renseignements mis à jour sur leurs activités de coopération technique et financière, alors que les notifications annoncées par le Canada, la Suisse et les Etats-Unis à la dernière réunion avaient été distribuées en tant que documents du Conseil. Le Danemark avait en outre informé le Secrétariat qu'il n'y avait pas de changement par rapport à sa précédente notification concernant les activités de coopération technique. Ces notifications étaient reproduites dans les addenda du document IP/C/W/77.

25. Le représentant du Japon a informé le Conseil de la tenue à Tokyo, en septembre 1997, d'un Forum régional asiatique, organisé grâce au fonds fiduciaire de l'OMPI et consacré à la propriété intellectuelle au XXI^e siècle. Des représentants d'offices de la propriété intellectuelle de 21 pays asiatiques avaient participé à ce forum et avaient adopté une déclaration commune sur le renforcement de leurs systèmes de propriété intellectuelle et sur la promotion de la coopération dans la région. En outre, l'Office japonais des brevets avait organisé un cours de formation à l'informatique de sept semaines, qui avait commencé en septembre 1997. Ce cours, en rapport avec les systèmes de propriété intellectuelle, visait à contribuer à la modernisation des administrations de la propriété intellectuelle. Quatre stagiaires venant de Thaïlande, un des Philippines et un d'Indonésie avaient pris part à ce programme de formation.

26. La Présidente a remercié les pays Membres développés qui avaient fourni des renseignements actualisés sur leurs activités de coopération technique et a invité instamment ceux qui ne l'avaient pas encore fait à fournir ces renseignements dès que possible.

27. Le Conseil a pris note des déclarations.

F. Travaux sur les questions en rapport avec la protection des indications géographiques

i) Examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques conformément à l'article 24:2

28. La Présidente a rappelé que, à la dernière réunion du Conseil, elle avait indiqué que les consultations informelles qu'elle avait menées à ce sujet étaient axées sur l'objet et les procédures de cet examen, et qu'elle avait invité les délégations à formuler des suggestions sur ces points. Elle avait tenu d'autres consultations avant la présente réunion. Elle a informé le Conseil que, depuis juillet 1997, sept Membres avaient fait part de leurs vues par écrit, et qu'elle avait l'intention de poursuivre ses consultations informelles en vue de proposer une décision à la deuxième réunion du Conseil de 1998. A cet effet, elle invitait le plus grand nombre de délégations possible à livrer leurs réflexions sur l'objet et les procédures de l'examen prévu à l'article 24:2.

29. La représentante de Cuba a déclaré que son pays avait tout à fait intérêt, d'un point de vue économique, à ce que la protection des indications géographiques s'applique aux alcools, tels que les rhums cubains et autres alcools produits à Cuba, qui jouissaient d'une renommée internationale et étaient contrefaits, par exemple le rhum Havana Club, le rhum de Santiago de Cuba ou le rhum de Cardenas. Sa délégation souhaitait par conséquent participer activement aux réunions consacrées à l'examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques conformément à l'article 24:2, afin d'élargir la portée de la protection à des catégories de produits autres que les vins et les spiritueux. Elle estimait que l'utilisation d'une indication géographique sur des produits qui ne provenaient pas de la région indiquée avait des répercussions négatives, non seulement parce qu'elle induisait les consommateurs en erreur sur l'origine véritable du produit, mais aussi parce qu'elle pouvait avoir des conséquences pour les producteurs et fausser les échanges. La protection additionnelle prévue par la section 3 de la partie II de l'Accord se limitait à certains produits et n'englobait pas des secteurs qui étaient importants pour l'économie de nombreux Membres. Il importait que l'analyse ne soit pas axée seulement sur l'application des dispositions de l'Accord, mais qu'elle tienne aussi compte d'autres critères importants et nécessaires à l'examen d'autres catégories de produits, qui devraient bénéficier elles aussi d'un niveau de protection plus élevé.

ii) Mise en oeuvre de l'article 23:4

30. La Présidente a rappelé que pour engager, comme il l'avait décidé, des travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations prévues à l'article 23:4, le Conseil s'était mis d'accord, à sa réunion de février 1997, sur un processus de collecte de renseignements sur les systèmes de notification et d'enregistrement des indications géographiques existants. Dans un premier temps, certains Membres avaient fourni des renseignements sur leurs systèmes nationaux. Si le Conseil disposait déjà de la plupart de ces contributions à sa réunion de septembre, il en avait reçu une nouvelle depuis lors, à savoir celle du Costa Rica. Ces contributions avaient été distribuées sous la cote IP/C/W/76 et addenda. En outre, lors de sa dernière réunion, le Conseil avait demandé au Secrétariat d'élaborer une note d'information factuelle sur les systèmes internationaux existants de notification et d'enregistrement des indications géographiques relatives aux vins et aux spiritueux, en suivant un modèle convenu, qui figurait en annexe du compte rendu de cette réunion. En réponse, le Secrétariat avait distribué une note sous la cote IP/C/W/85. Etant donné que cette note n'avait été distribuée que récemment, et seulement en anglais, la Présidente a suggéré que le Conseil repousse les débats à ce sujet à sa première réunion de 1998.

31. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il était satisfait que l'on dispose de ce document du Secrétariat, le premier établi après le Cycle d'Uruguay dans ce domaine; il espérait que des progrès aussi importants pourraient être accomplis en ce qui concernait l'autre exercice portant sur les indications géographiques, qui devrait suivre une évolution parallèle.

32. Le représentant de la Hongrie s'est félicité de la coopération entre l'OMPI et l'Office international de la vigne et du vin (OIV) mentionnée au paragraphe 3 de la note, et a demandé au Secrétariat de fournir des renseignements au sujet du Colloque sur la protection des indications géographiques à l'échelon mondial, organisé par l'OMPI en coopération avec l'Office hongrois des brevets et mentionné dans le même paragraphe.

33. Le représentant du Secrétariat a précisé que ce colloque avait eu lieu à Eger, en Hongrie, les 24 et 25 octobre 1997. C'était la sixième fois que l'OMPI coorganisait un colloque consacré à ce sujet; les précédents avaient eu lieu à Bordeaux (1988), à Santenay (1989), à Wiesbaden (1991), à Madère (1993) et à Melbourne (1995). Le Colloque d'Eger avait réuni plus de 100 participants venant de 52 pays. Les sujets débattus étaient étroitement liés aux ADPIC et, après qu'un représentant de l'OMPI eut présenté un exposé sur la situation concernant les Conventions de l'OMPI relatives aux indications géographiques après la conclusion de l'Accord sur les ADPIC et qu'un représentant du Secrétariat de l'OMC eut parlé de l'Accord sur les ADPIC et des travaux menés à l'OMC dans le domaine des indications géographiques, différents orateurs venant des régions concernées avaient donné un aperçu de la situation de la protection des indications géographiques dans les pays d'Europe centrale et orientale, aux Etats-Unis, en Amérique latine, en France, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que de l'application du Règlement de la CEE relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires. Un compte rendu des travaux des cinq colloques précédents coorganisés par l'OMPI avait été publié par cette organisation, qui avait l'intention de consacrer une publication similaire au Colloque d'Eger.

34. Le représentant de l'OMPI a confirmé que tous les exposés présentés au Colloque d'Eger, ainsi que le procès-verbal des débats qui avaient eu lieu, seraient publiés bientôt; d'ici là, tout renseignement sur ce colloque pouvait être obtenu auprès de l'OMPI.

35. Le Conseil a pris note des déclarations faites au titre de ce point de l'ordre du jour et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

G. Examen des législations

i) Suite donnée aux parties de l'examen déjà effectuées

- Droit d'auteur et droits voisins

36. La Présidente a indiqué que le Secrétariat avait reçu la réponse des Etats-Unis à une question complémentaire posée par la Corée à la réunion du Conseil de mai 1997, et que cette réponse avait été distribuée sous la cote IP/Q/USA/1/Add.2. Le Secrétariat venait en outre de recevoir des précisions sur la réponse de l'Irlande à la question 6 posée par les Etats-Unis au sujet des droits de location; celles-ci étaient reproduites dans un corrigendum au document IP/Q/IRL/1.

37. Le représentant de la Corée a déclaré que la réponse fournie par les Etats-Unis à la question complémentaire de son pays sur la protection rétroactive prévue par la législation américaine sur le droit d'auteur reprenait en fait les arguments contenus dans les réponses précédentes. Il se réservait par conséquent le droit de revenir sur cette question ultérieurement.

38. La Présidente a proposé que le Conseil prenne note de la déclaration faite par la délégation coréenne, ainsi que du droit de cette dernière de revenir sur la réponse à sa question, et que la suite donnée à l'examen des législations dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins ne soit plus inscrite en tant que telle à l'ordre du jour du Conseil, étant entendu que les délégations pouvaient revenir à tout moment sur toute question suscitée par cet examen si elles le souhaitaient.

- Marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques et dessins et modèles industriels

39. La Présidente a rappelé que le Secrétariat avait reçu les réponses aux questions complémentaires posées aux Communautés européennes par la délégation de l'Inde à la réunion du Conseil de février 1997, et qu'il les avait incorporées dans le document IP/Q2/EEC/1. Deux autres Membres, cependant, n'avaient toujours pas fait parvenir au Secrétariat le texte de leurs réponses à certaines questions complémentaires posées dans le cadre de cet examen. Le Secrétariat était en contact avec les délégations en question. La Présidente a demandé instamment aux Membres concernés de fournir les renseignements manquants dans les plus brefs délais et a suggéré que le Conseil revienne sur ce point à sa prochaine réunion.

- Examen des législations dans les domaines des brevets, des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, de la protection des renseignements non divulgués et du contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles

40. La Présidente a rappelé que, conformément aux procédures régissant la suite donnée à l'examen, les réponses aux questions posées pendant la réunion d'examen devaient être présentées dans un délai de huit semaines à compter de la date de la réunion. Le Secrétariat l'avait informée que, à ce jour, certaines réponses manquaient toujours. Afin de permettre l'établissement sans retard du compte rendu de l'examen, elle a invité instamment les délégations concernées à faire un effort car, selon les procédures applicables, ces réponses auraient dû être présentées pour le 25 juillet 1997. Elle a suggéré que le Conseil revienne sur ce point à sa prochaine réunion.

41. Le Conseil a pris note des déclarations faites au titre du point G i) de l'ordre du jour et est convenu de procéder ainsi que la Présidente l'avait suggéré (comme indiqué aux paragraphes 38, 39 et 40).

ii) Examen des législations relatives aux moyens de faire respecter les droits

42. La Présidente a rappelé que les procédures applicables à cet examen étaient énoncées dans le compte rendu de la réunion du Conseil du 9 mai 1996 (document IP/C/M/7, paragraphe 6); les ajustements convenus aux réunions du 22 au 25 juillet 1996 et du 26 au 30 mai 1997 figuraient dans le document IP/C/M/8, paragraphes 69 et 70, et dans le document IP/C/M/13, paragraphe 41, respectivement. Conformément à ces procédures, le Secrétariat avait distribué une proposition de calendrier dans une note informelle datée du 28 octobre 1997. Les procédures à suivre pour l'examen étaient présentées en annexe à cette note. Les Communautés européennes et leurs Etats membres; Hong Kong, Chine; le Japon; les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande avaient fait parvenir au Secrétariat, avant la réunion, des questions écrites sur les législations des autres Membres, qui étaient reproduites dans les documents IP/C/W/80 à 84. Des réponses écrites à certaines de ces questions avaient été reçues des Communautés européennes, de la Hongrie, du Japon, des Etats-Unis et de la Bulgarie; elles avaient été distribuées sous couvert des documents IP/C/W/87 à 91. Les questions posées par écrit par la Suisse et les réponses fournies par écrit par la Roumanie, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Bulgarie, la République tchèque, la Slovaquie, le Liechtenstein, la France, l'Autriche, la Suède, l'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Canada avaient été distribuées à titre informel avant la réunion. La Présidente a suggéré de procéder comme lors des trois réunions d'examen précédentes, à quelques modifications près pour tenir compte de la quantité de documents encore plus importante pour la présente réunion. Chaque Membre donnerait ainsi, en introduction, un bref aperçu de la structure de sa législation sur les moyens de faire respecter les droits et, le cas échéant, des modifications qu'il avait dû apporter pour la rendre compatible avec l'Accord sur les ADPIC. Il pourrait ensuite appeler l'attention sur tout élément qu'il jugerait particulièrement important pour permettre

aux autres délégations de comprendre les réponses qu'il avait fournies, et donnerait lecture, sur une base sélective, des réponses sur lesquelles il souhaiterait mettre particulièrement l'accent. Après ces exposés, la Présidente donnerait la parole aux autres délégations pour leur permettre de demander éventuellement lecture des réponses relatives à des questions particulières. Après cet exposé des réponses, les délégations auraient la possibilité de faire des commentaires ou de poser d'autres questions.

43. Le compte rendu des déclarations liminaires faites par les délégations, les questions qui leur ont été posées ainsi que les réponses fournies (y compris certaines réponses fournies par écrit après la réunion), seront distribués sous couvert des documents suivants:

IP/Q4/AUS/1	Australie
IP/Q4/BGR/1	Bulgarie
IP/Q4/CAN/1	Canada
IP/Q4/CZE/1	République tchèque
IP/Q4/EEC/1	Communautés européennes
IP/Q4/AUT/1	Autriche
IP/Q4/BEL/1	Belgique
IP/Q4/DNK/1	Danemark
IP/Q4/FIN/1	Finlande
IP/Q4/FRA/1	France
IP/Q4/DEU/1	Allemagne
IP/Q4/GRC/1	Grèce
IP/Q4/IRL/1	Irlande
IP/Q4/ITA/1	Italie
IP/Q4/LUX/1	Luxembourg
IP/Q4/NLD/1	Pays-Bas
IP/Q4/PRT/1	Portugal
IP/Q4/ESP/1	Espagne
IP/Q4/SWE/1	Suède
IP/Q4/GBR/1	Royaume-Uni
IP/Q4/HUN/1	Hongrie
IP/Q4/ISL/1	Islande
IP/Q4/JPN/1	Japon
IP/Q4/LIE/1	Liechtenstein
IP/Q4/NZL/1	Nouvelle-Zélande
IP/Q4/NOR/1	Norvège
IP/Q4/POL/1	Pologne
IP/Q4/ROM/1	Roumanie
IP/Q4/SVK/1	République slovaque
IP/Q4/SVN/1	Slovénie
IP/Q4/CHE/1	Suisse
IP/Q4/USA/1	Etats-Unis

44. Au cours de l'examen, la représentante du Canada a fait savoir que sa délégation était préoccupée par certaines questions complémentaires posées par les Etats-Unis à la plupart des Membres, portant sur des données statistiques. Elle se demandait ce qui, dans l'article 63 de l'Accord sur les ADPIC, justifiait que de tels renseignements soient demandés.

45. Le représentant des Etats-Unis a répondu qu'aux termes de l'article 41:1 les Membres devaient faire en sorte que leurs législations comportent des procédures destinées à faire respecter les droits qui soient suffisantes pour permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits. Ces procédures devaient inclure des mesures correctives rapides qui constituaient un moyen de dissuasion

contre toute atteinte ultérieure. Sa délégation estimait qu'il était impossible d'avoir une idée parfaite de la situation concernant les moyens de faire respecter les droits dans un pays Membre sans comprendre de quelle manière celui-ci appliquait ses mesures correctives dans la pratique. Si les procédures prévues dans les textes législatifs n'existaient pas dans la pratique, elles ne pouvaient pas être efficaces, ni avoir l'effet de dissuasion prescrit par l'Accord. Il a ajouté que les statistiques sur les moyens de faire respecter les droits constituaient le moyen le plus utile pour guider l'application des procédures dans ce domaine, et que les demandes de renseignements statistiques formulées par sa délégation étaient pleinement compatibles avec l'Accord sur les ADPIC. Aux termes de l'article 68, le Conseil était en effet tenu de suivre le fonctionnement de l'Accord sur les ADPIC et de ménager aux Membres la possibilité de procéder à des consultations sur les questions concernant les droits de propriété intellectuelle. Or, le fonctionnement de l'Accord ne pouvait pas être analysé si les Membres ne comprenaient pas comment les procédures qu'il imposait fonctionnaient dans la pratique. Des données concernant l'application des lois pertinentes par les Membres avaient été présentées dans le cadre d'examens précédents et, dans la liste même de questions concernant les moyens de faire respecter les droits, de telles données étaient demandées. Sa délégation croyait comprendre que certains Membres ne recueillaient peut-être pas les données de la manière demandée, mais l'intervenant considérait qu'ils devraient s'efforcer de les obtenir auprès de leurs diverses administrations compétentes. Lorsqu'il n'existait pas de données officielles, celles du secteur privé, même si elles n'étaient pas optimales, seraient utiles, sous réserve que la source soit divulguée. Telle était l'approche que sa délégation avait adoptée pour répondre à des demandes de renseignements adressées par les Communautés européennes. Sa délégation s'était efforcée en toute bonne foi de présenter aussi clairement que possible les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle aux Etats-Unis, et il espérait que les autres Membres en feraient de même.

46. Le représentant des Communautés européennes a appuyé la déclaration du représentant des Etats-Unis. Selon lui, les Membres ne pouvaient juger de l'efficacité d'un système permettant de faire respecter les droits qu'en ayant des renseignements statistiques sur les cas traités. Bien sûr, les demandes de statistiques devaient rester raisonnables. Les Membres ne devraient pas être obligés en effet de se lancer dans un exercice de recherche de données interminable; toutefois, ils étaient censés faire un effort pour collecter et rassembler des statistiques.

47. La représentante du Canada a indiqué que sa délégation souhaitait que toutes les dispositions de l'Accord, y compris la partie relative aux moyens de faire respecter les droits, soient mises en oeuvre au mieux et de la manière la plus efficace qui soit. Toutefois, la compilation de données statistiques demandée par les Etats-Unis créerait une charge de travail considérable: les questions liées au respect des droits étaient en effet du ressort des tribunaux, les renseignements concernaient des droits privés, et les informations étaient largement disséminées. Sa délégation fournirait néanmoins volontiers des renseignements sur le règlement de cas particuliers et ferait de son mieux pour présenter des données plus générales. Quoi qu'il en soit, l'expérience du Canada avait montré que les statistiques relatives aux affaires de propriété intellectuelle produisaient souvent, pour chaque droit particulier, des échantillons très réduits, ce qui rendait difficile l'établissement de conclusions fiables.

48. Le représentant du Japon a déclaré que, si les demandes de statistiques dépassaient peut-être le cadre de l'examen, à la lumière des dispositions de l'article 63:2, ce type de données pouvait néanmoins fournir des informations utiles et importantes sur la situation en ce qui concernait les moyens de faire respecter les droits. Il a donc suggéré que les Membres communiquent les statistiques dont ils disposaient déjà, sans être tenus de procéder à des études supplémentaires.

49. Le représentant de la Hongrie a fait savoir que sa délégation avait reçu des questions concernant certaines données statistiques relatives aux procès, aux injonctions, aux mesures provisoires, aux mesures à la frontière et aux affaires pénales. Sa délégation partageait les préoccupations de la délégation canadienne à cet égard. L'article 63:1 et 63:2 de l'Accord demandait aux Membres de publier, ou

de mettre à la disposition du public, les lois et réglementations et les décisions judiciaires et administratives finales d'application générale et énonçait des prescriptions applicables à ces notifications. Ni ces dispositions ni aucune autre disposition de l'Accord n'obligeaient les Membres à recueillir, publier et notifier des statistiques sur les cas d'atteinte aux droits ni sur les mesures visant à les faire respecter. Les autorités hongroises ne pourraient fournir des renseignements aussi précis qu'en élaborant un système distinct de collecte de données liées aux droits de propriété intellectuelle, ce qui nécessiterait la création d'un mécanisme d'information au sein du système judiciaire, distinct de celui qui existait pour l'application des lois en général; or, cela n'était pas compatible avec l'article 41:5 de l'Accord. En tout état de cause, sa délégation n'était pas convaincue du caractère instructif de telles données statistiques. Par exemple, un nombre peu élevé de procès pour atteinte aux droits pourrait indiquer qu'il n'existait pas de mesure corrective civile dans la pratique ou que les lois n'étaient pas appliquées de manière satisfaisante; toutefois, il pourrait aussi signifier que les procédures de règlement des différends extrajudiciaires étaient efficaces ou que le nombre d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle était peu élevé car les lois étaient respectées. L'analyse de telles données pourrait donc conduire à des résultats trompeurs et à des conclusions infondées.

50. Les représentants de la Pologne, de la Slovénie et de la République tchèque ont appuyé la déclaration du représentant de la Hongrie.

51. La Présidente, rappelant que le Conseil avait pour mandat, en vertu des dispositions de l'article 68 de l'Accord, de suivre le fonctionnement de l'Accord, a indiqué qu'il se fondait pour ce faire sur la coopération mutuelle entre tous les Membres. Les Membres avaient le droit de poser des questions et ceux qui étaient concernés devaient faire tout leur possible pour y répondre. Si un Membre n'était pas en mesure de le faire parce que la collecte de données statistiques constituerait une charge excessive, il devait l'expliquer. Si, toutefois, il existait des statistiques, ou si elles pouvaient être facilement recueillies, le Membre concerné devait en faire état et fournir toute indication qui, selon lui, serait utile pour les interpréter. La Présidente a suggéré que les Membres précisent toujours le contexte ainsi que la méthode selon laquelle les statistiques avaient été recueillies.

52. Lorsque le Conseil est passé à l'examen de la législation de l'Afrique du Sud, le représentant de l'Afrique du Sud a déclaré qu'à son grand regret sa délégation n'était pas prête à soumettre pour l'instant la législation de son pays sur les moyens de faire respecter les droits à l'examen du Conseil, mais qu'il serait heureux que cet examen ait lieu à la première réunion du Conseil de 1998. Il a expliqué que le retard pris pour la notification de la législation et la présentation des réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits ainsi qu'aux questions posées par les autres Membres tenait au fait que son gouvernement avait confié les questions relatives à l'élaboration de la législation sur la propriété intellectuelle à un comité permanent de juristes du secteur privé, nommés par le Ministre, et non à ses propres experts. Il a indiqué que son gouvernement était fier du niveau élevé de la protection de la propriété intellectuelle en Afrique du Sud, et que, si son pays tardait à soumettre à l'examen ses lois sur les moyens de faire respecter les droits, cela ne signifiait pas qu'il prenait à la légère les obligations qui lui incombaient en vertu de l'Accord sur les ADPIC.

53. Le représentant du Mexique a fait savoir que son gouvernement était préoccupé par le fait que la Prestige Underwriters Company d'Afrique du Sud essayait de créer la première distillerie de tequila et de mezcal en dehors du Mexique, et qu'elle utilisait les dénominations de tequila et de mezcal pour recueillir des fonds auprès d'investisseurs. Il a déclaré qu'il s'agissait là d'une atteinte aux dispositions sur la protection des indications géographiques prévues dans l'Accord sur les ADPIC: en effet, la simple utilisation des noms "tequila" et "mezcal" par une entreprise sud-africaine pour obtenir des fonds était contraire aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC; il n'était pas nécessaire que de la tequila ou du mezcal soient effectivement produits en dehors du Mexique pour qu'il y ait violation des obligations internationales sur la protection des indications géographiques. Le gouvernement mexicain avait contacté le gouvernement sud-africain pour tirer au clair cette situation avant que l'entreprise

sud-africaine en question ne concrétise ses projets. L'intervenant était convaincu que la bonne volonté manifestée par les autorités sud-africaines permettrait de régler rapidement cette question. Il souhaitait saisir cette occasion pour poser à la délégation sud-africaine les questions suivantes:

- a) L'Afrique du Sud était-elle dotée d'une législation nationale lui permettant d'empêcher l'application de mesures contraires aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux indications géographiques?
- b) Dans l'affirmative, le Mexique souhaiterait être informé sur cette législation et son contenu.
- c) Existait-il à la bourse sud-africaine un système permettant de donner des renseignements à des investisseurs sur ce que faisaient les entreprises pour recueillir des fonds?
- d) Quelles mesures l'Afrique du Sud prenait-elle pour empêcher des entreprises établies sur son territoire de porter atteinte à des droits reconnus en vertu de l'Accord sur les ADPIC?

54. Le représentant de l'Afrique du Sud a regretté que le représentant du Mexique ait soulevé cette question au Conseil. En premier lieu, les points évoqués par le Mexique n'étaient, pour l'heure, que de simples projets, et si une production était envisagée, celle-ci ne commencerait pas avant le deuxième semestre de 1998; les autorités sud-africaines faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher une violation des obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC. En second lieu, les deux gouvernements menaient actuellement des consultations et les possibilités de résoudre cette question dans un cadre bilatéral n'étaient pas épuisées.

55. Après l'examen des législations des Membres soumis à la présente série d'examens, la Présidente a indiqué qu'un certain nombre de délégations avaient fait savoir qu'elles répondraient à certaines questions qui leur avaient été adressées par écrit après la réunion. Conformément aux procédures d'examen, les réponses devaient être présentées dans un délai de huit semaines après la réunion. La Présidente a suggéré que ces réponses, ainsi que les réponses préliminaires qui avaient déjà été fournies mais qui devraient être peaufinées, soient mises à la disposition du Secrétariat d'ici à la fin de janvier 1998, de façon à permettre l'établissement en temps voulu du compte rendu de l'examen.

56. Elle a dit qu'elle n'essaierait pas de résumer les travaux menés au titre de ce point de l'ordre du jour et pensait que les délégations auraient besoin de temps pour assimiler l'important volume d'informations fournies dans le cadre de l'examen. Elle a rappelé que les procédures adoptées pour cet exercice prévoyaient qu'il serait possible, lors des réunions ultérieures du Conseil, de donner une suite à toute question abordée pendant les sessions d'examen qui, selon les délégations, n'aurait pas été suffisamment traitée.

57. Le Conseil a pris note des déclarations faites au titre du point G ii) de l'ordre du jour et est convenu de procéder comme la Président l'avait suggéré.

iii) Examens futurs

58. La Présidente a suggéré que l'examen de la législation sur les moyens de faire respecter les droits de l'Afrique du Sud ait lieu à la première réunion du Conseil de 1998, qui était prévue pour les 24 et 25 février; que l'achèvement de l'examen des législations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la République slovaque et la poursuite de l'examen de la Pologne, dont la législation n'avait été examinée qu'en partie par le Conseil en 1996 et en 1997, soient inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Conseil prévue pour les 12 et 13 mai 1998; et que l'examen des législations de

l'Equateur, de la Mongolie et du Panama, qui avaient accédé à l'OMC pendant l'exercice d'examen de 1996/97 et qui, bien qu'ils n'appliquent pas la période transitoire prévue par l'Accord sur les ADPIC, n'avaient pas encore fait l'objet d'un examen, soit entamé pendant l'automne 1998 et soit inscrit à l'ordre du jour de la réunion du Conseil prévue pour les 18 et 19 novembre 1998.

59. S'agissant de l'examen des législations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la République slovaque, la Présidente a proposé que le Conseil applique les mêmes procédures de base que celles qui avaient été employées jusque-là et a suggéré les dates suivantes pour la communication préalable des questions et la présentation des réponses:

- communication préalable des questions au Membre concerné et au Secrétariat: 1er mars 1998;
- présentation des réponses aux questions: 15 avril 1998.

Pour ce qui était des domaines de la propriété intellectuelle devant être couverts par cet examen, les législations sur le droit d'auteur et les droits voisins seraient inscrites à l'ordre du jour pour les cinq pays concernés. En outre, les législations de la Bulgarie et de la Roumanie sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels seraient également passées en revue. La législation polonaise sur la propriété industrielle serait examinée ultérieurement, lorsque la Pologne aurait rendu sa législation conforme à l'Accord.

60. Passant à l'examen des législations de l'Equateur, de la Mongolie et du Panama prévu pour novembre 1998, la Présidente a suggéré que le Conseil n'arrête pas de dates pour la communication préalable des questions et la présentation des réponses avant le début de l'année prochaine, mais qu'il fixe d'abord la date à laquelle les Membres en question seraient censés avoir notifié leur législation nationale de mise en oeuvre, conformément aux procédures établies par le Conseil pour la notification de ce type de législation. Elle a suggéré aussi que le Conseil rappelle aux Membres concernés leur obligation de notifier leur législation de mise en oeuvre et les invite instamment à le faire, conformément aux procédures, sans tarder et, au plus tard, d'ici au 1er mars 1998, sans quoi les notifications ne seraient plus d'une grande utilité pour préparer l'examen des législations.

61. Enfin, elle a fait le point sur les consultations informelles relatives à un examen anticipé qu'elle menait avec un certain nombre de Membres dont la législation, même si elle n'était pas soumise à l'exercice d'examen des législations nationales de mise en oeuvre de 1996/97, avait néanmoins déjà été rendue conforme, en totalité ou en partie, à l'Accord sur les ADPIC. Comme le Conseil en était convenu à sa réunion de novembre 1996, ces consultations étaient souhaitables pour étudier les possibilités, d'une part, de répartir la future charge de travail qui pèserait sur le Conseil en l'an 2000 et, d'autre part, de mettre à profit la période entre l'achèvement de l'exercice d'examen de 1996/97 et l'an 2000 pour effectuer des examens anticipés des législations des Membres mentionnés sur une base volontaire. La Présidente a rappelé qu'elle avait signalé au Conseil, lors de sa dernière réunion, que, bien que les consultations aient permis d'élaborer des règles de base possibles pour ces examens anticipés, ces règles n'avaient pas fait l'objet du consensus nécessaire. Lors de consultations ultérieures qu'elle avait menées à ce sujet, cinq Membres au moins s'étaient déclarés prêts à se soumettre à un tel examen anticipé à la fin de 1998 ou au début de 1999, aux conditions énoncées dans le projet de règles de base, mais celles-ci n'avaient, malheureusement, toujours pas fait l'objet d'un consensus parmi tous les Membres.

62. Le Conseil a pris note des déclarations faites au titre de ce point de l'ordre du jour et est convenu de procéder ainsi que la Présidente l'avait suggéré (comme indiqué aux paragraphes 58 à 60 ci-dessus).

H. Projet de rapport annuel

63. La Présidente a indiqué que le Secrétariat avait élaboré un projet de rapport annuel du Conseil au Conseil général (IP/C/W/86), qui devait être adopté à la présente réunion. Etant donné que la période d'examen comprenait aussi la présente réunion, elle a proposé d'introduire les adjonctions nécessaires pour tenir compte des débats de la présente réunion.

64. Le Conseil a adopté le rapport assorti des modifications reflétant les propositions faites par la Présidente et un certain nombre de délégations.